

MACKINNON, Michael G. *The Evolution of us Peacekeeping Policy Under Clinton. A Fairweather Friend ?* Portland, Oregon, Frank Cass Publishers, 2000, 203 p.

Manon Tessier

Volume 32, numéro 1, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704277ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704277ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tessier, M. (2001). Compte rendu de [MACKINNON, Michael G. *The Evolution of us Peacekeeping Policy Under Clinton. A Fairweather Friend ?* Portland, Oregon, Frank Cass Publishers, 2000, 203 p.] *Études internationales*, 32(1), 144–146.  
<https://doi.org/10.7202/704277ar>

incapable d'en identifier l'impact et l'influence générale sur la politique et la société américaine.

En dépit des objectifs définis par Kramer, sa présentation de la gauche radicale américaine reste superficielle. Alors que l'ouvrage devait présenter une histoire intellectuelle de la guerre froide et ses impacts sur la politique et la culture américaine, il propose, en fait, un long réquisitoire contre la gauche radicale américaine.

Martin LABERGE

*Candidat au doctorat  
Département d'histoire, Université de Montréal*

### **The Evolution of us Peacekeeping Policy Under Clinton. A Fairweather Friend ?**

MACKINNON, Michael G. *Portland, Oregon, Frank Cass Publishers, 2000, 203 p.*

Comprendre les méandres de la politique étrangère américaine en matière de maintien de la paix n'est pas une tâche aisée. Michael MacKinnon s'y attelle dans ce livre en décortiquant les tergiversations politiques qui ont mené à la publication en 1994 de la directive présidentielle (PDD 25) de Bill Clinton sur la réforme des opérations multilatérales de paix. MacKinnon cherche à déterminer les causes du changement de vocation de cette politique du président Clinton qui devait être à l'origine beaucoup plus substantive dans ses propositions de réformes pour améliorer les capacités des Nations Unies en matière de maintien de la paix et le rôle des États-Unis dans ce domaine.

L'auteur passe en revue toutes les étapes de la formulation de cette directive présidentielle et analyse le

rôle joué par chacun des principaux acteurs : l'Exécutif, les bureaucraties impliquées (Département d'État et Département de la Défense), le Congrès et l'opinion publique. Le rôle de ces quatre acteurs est analysé grâce au « political process model » de Roger Hilsman, ce qui permet d'évaluer l'influence de chacun de ces centres de pouvoir. L'étude de cas retenue, la directive présidentielle PDD 25, est particulièrement complexe à analyser en raison de son contexte historique à savoir, la crise en Somalie et la mort en octobre 1993 de soldats américains à Mogadiscio qui a entraîné le retrait américain. La littérature sur ces événements est abondante et il est généralement admis que la mort des dix-huit soldats américains en Somalie a incité les États-Unis à mettre un frein à leur participation au maintien de la paix onusien en général et au maintien de la paix en Afrique en particulier. Cet événement expliquerait la version édulcorée de la PDD 25 qui sera publiée quelques mois plus tard et modifiera en profondeur les rapports entre les États-Unis et les Nations Unies. Est-ce trop d'importance accordée à un seul fait, aussi marquant soit-il ?

L'analyse de MacKinnon est révélatrice à cet égard. Selon lui, l'opinion publique n'a pas été un facteur déterminant dans la formulation de la directive PDD 25. Sondage à l'appui, il démontre que l'impact de l'opinion publique américaine n'a pas été aussi négatif qu'on l'avait estimé dans les analyses précédentes et que les réserves exprimées par le public américain ont plutôt servi de bouc émissaire aux politiciens pour détourner la directive PDD 25 de son but premier.

MacKinnon rejette aussi l'influence des bureaucraties comme facteur déterminant dans la formulation de la directive PDD 25, notamment le rôle du Général Colin Powell, souvent présenté comme étant le responsable de la réécriture de cette directive. Selon son analyse, les bureaucrates et les administrateurs qui ont participé à la révision de la PDD 25 n'ont fait que réagir à la confrontation qui se déroulait entre la Maison-Blanche et le Congrès et n'en ont pas été les instigateurs. Ayant écarté ces deux centres de pouvoirs, l'auteur conclut que la reformulation de la directive présidentielle doit être comprise dans le contexte du cycle habituel de confrontation et de conciliation qui régit les rapports entre la Maison-Blanche et le Congrès.

Ayant tiré cette conclusion, MacKinnon explique par la suite pourquoi le président Clinton n'a pas affronté le Congrès américain et défendu sa version de la directive. Il retient deux explications : Clinton a sacrifié cette directive pour renforcer sa position dans des dossiers de politique intérieure plus prioritaires, et une confrontation avec le Congrès aurait forcé le Président à étayer davantage sa politique d'« assertive multilateralism » sur laquelle se fondait sa directive et la politique américaine en Somalie. Alors pourquoi le Congrès, qui avait poussé les États-Unis à s'engager en Somalie, change-t-il d'avis quelques mois plus tard et exige le retrait américain ? À cette question, MacKinnon répond par des considérations budgétaires et politiques. Selon lui, le budget américain

en matière de maintien de la paix (et donc d'une présence renforcée en Somalie) n'a pas fait le poids devant d'autres dossiers d'aide étrangère comme l'aide économique à la Russie. De plus, le Congrès aurait été « vexé » de n'avoir pas été consulté durant les premières étapes de la formulation de la directive PDD 25, une situation que l'auteur attribue à l'inexpérience de l'Administration Clinton. Enfin, les Nations Unies et son Secrétaire général de l'époque Boutros Boutros-Ghali ont représenté pour le Congrès une proie facile pour expliquer la débâcle somalienne. L'auteur place d'ailleurs l'opposition de Washington à la réélection de Boutros-Ghali dans ce contexte.

Les conclusions présentées dans ce livre apportent un apport intéressant à la littérature scientifique sur ce sujet grâce à l'éclairage nouveau qu'elles amènent et au débat qu'elles ne manqueront pas de relancer sur un sujet dont on pensait avoir épuisé le contenu. En effet, la compréhension de ces événements est essentielle pour une vision globale des rapports entre les États-Unis et les Nations Unies et de ce qu'on appelle l'américanisation du maintien de la paix. Ce livre offre enfin un dernier avantage non négligeable à savoir, la présence de six annexes, soit une cinquantaine de pages sur les deux cents qu'il contient. En effet, la présence de documents fondamentaux comme la directive PDD 25, le texte de la doctrine Weinberger et les plus importants discours de Les Aspin, de Madeleine Albright et de Bill Clinton sur le maintien de la paix ajoute une plus-value à cette analyse rigoureuse et transforme ce livre en un ouvrage de référence sur l'évolution

de la politique américaine dans ce domaine.

Manon TESSIER

*Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale*  
Université de Montréal/McGill University

**Invisible and Inaudible in  
Washington : American Policies  
Toward Canada**

MAHANT, *Edelgard et Graeme S.*  
MOUNT. Vancouver, UBC Press, 1999,  
252 p.

Bien des ouvrages ont été écrits sur les relations canado-américaines mais peu parmi eux relatent le point de vue américain. Les auteurs de cet ouvrage ont eu le mérite d'aller à Washington et ont utilisé surtout les archives pour y relater l'histoire de ces relations du point de vue américain. La période en question est censée être de 1945 à 1991, mais en raison des limites à l'accès à l'information, la plupart du matériel est antérieur à 1981.

Une des difficultés de ce livre, comme le titre le suggère, réside dans le fait que le Canada a eu un rôle effacé à Washington. Les auteurs s'efforcent trop souvent de créer un contexte plus large pour ne mentionner que très brièvement le Canada et son rôle dans la gestion américaine de la question étudiée.

Le livre comprend six études de cas. Les trois premières sont décrites comme étant des « high politics » ; ce sont des chapitres sur le début de la guerre froide, la guerre froide depuis 1961 ; les questions postcoloniales et celles reliées aux questions Nord-Sud. Les derniers chapitres empiriques portent sur les « low politics » : le

Canada comme source de richesses naturelles ; l'investissement américain au Canada ; et le Canada dans la politique commerciale américaine. En fait, le livre se divise en deux parties : la première présente une analyse exhaustive de la façon dont le Canada cadre dans la politique étrangère américaine et la seconde étudie davantage les questions bilatérales et les questions économiques.

Bien que les auteurs ne le mentionnent pas, cela soulève une question ambiguë et non résolue. Ce livre porte-t-il d'abord sur le rôle du Canada dans la politique étrangère américaine ou sur les relations canado-américaines ? Ou est-ce la même chose, d'un point de vue américain ?

L'ouvrage fait davantage penser à un cours général. Il porte sur beaucoup de matière et les six études de cas sont décortiquées en 34 subdivisions. On y trouve beaucoup de vieilles histoires connues, mais qui ne retiennent jamais notre attention puisque les auteurs passent d'un sujet à l'autre. Le thème sous-jacent du rôle du Canada dans la politique américaine permet au livre de ne pas être en grande partie décousu.

Le livre représente pour le public en général un bon aperçu de questions traitées plus en profondeur dans d'autres ouvrages. Par contre, pour le spécialiste, il est à la fois banal et intéressant, en ce que le centre d'intérêt du volume retiendra son attention mais le contenu constitue un survol quelque peu ennuyeux.

Les auteurs de *Invisible and Inaudible...* sont une politicologue et un historien, et pour les politicologues qui aiment les fruits de la recherche